Référé-liberté et recours en annulation contre les décisions de la maire de Calais faisant obstacle à la distribution de repas aux personnes exilés

CONTEXTE

Le 7 février 2017 :

La maire de Calais opposait un refus à la demande de la Plateforme solidarité migrants demandant l'autorisation d'ouvrir la mise en place d'un lieu de distribution de repas pour les personnes exilées.

Les 2 et 6 mars 2017 :

La maire prend deux arrêtés successifs, elle interdit « des occupations abusives, prolongées et répétées » des différents lieux où s'organisaient ces distributions dans le but d'y faire obstacle.

Le 9 mars 2017 :

Elle rejette la demande de plusieurs associations visant à être autorisées à occuper un lieu de la zone industrielle des Dunes pour y poursuivre leurs activités de distribution de vivres.

REACTION

Onze associations saisissent le tribunal administratif de Lille d'une requête en référé-liberté tendant à obtenir la suspension des deux décisions et des deux arrêtés de la maire de Calais. Le Défenseur des droits avait, de son côté, présenté des observations à l'audience.

Le 22 mars 2017

Le juge des référés leur donne raison. CAR : « par les décisions attaquées, la maire de Calais avait porté une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté d'aller et venir, à la liberté de réunion et, en faisant obstacle à la satisfaction par les migrants de besoins élémentaires vitaux au droit à ne pas subir des traitements inhumains et dégradants ».

Le 13 mars 2017

Les mêmes associations engagent un recours pour excès de pouvoir demandant l'annulation au fond des décisions de la maire de Calais. Deux ans et demi plus tard, le tribunal administratif leur a donné raison : « Le maire de la commune de Calais était incompétent pour prendre les arrêtés attaqués ».